

# L'inquiétant déclin du patrimoine public

Depuis les années 1980, une part des actifs publics a été transférée au privé, no

**L**e groupe ADP (anciennement Aéroports de Paris) sera-t-il privatisé en 2018 ? Ces derniers jours, la rumeur bruisse autour du nom des banques d'affaires en lice pour conseiller le gouvernement et les candidats potentiels au rachat. Comme il l'a laissé entendre pendant sa campagne, le président Emmanuel Macron est déterminé à engager une ambitieuse politique de privatisations. Avec en ligne de mire, notamment, ADP et la Française des jeux.

Deux dossiers complexes, dont le bien-fondé fait débat parmi les économistes : est-il pertinent de vendre les bijoux de famille pour renflouer les caisses de l'Etat ? Le nouveau rapport sur les inégalités mondiales, issu des travaux des chercheurs du projet *World Wealth and Income Database* (WID.world), apporte un nouvel éclairage sur le sujet. Il pose le constat suivant : les inégalités économiques sont aussi le fruit de l'inégale répartition du capital entre le secteur public et le privé, en partie liée aux privatisations. « Ces dernières décennies, d'importants transferts du patrimoine public vers le privé se sont opérés dans la plupart des pays, riches comme émergents », expliquent les auteurs.

Dans le détail, le patrimoine privé net (immobilier, actifs financiers) a explosé, passant de 200 %-350 % du revenu national des pays riches dans les années 1970, à 400 %-700 % aujourd'hui. Mais dans le même temps, le patrimoine public net (les bâtiments, terrains, parts d'entreprise que possède l'Etat, moins ses dettes) a plongé : il est aujourd'hui tout juste positif en Allemagne, en France ou au Japon, et même négatif aux Etats-Unis et au Royaume-Uni ! Dit autrement : « Les détenteurs de patrimoine privé se sont enrichis,

mais les Etats se sont appauvris », détaillent les auteurs. Pourquoi ?

Plusieurs phénomènes entrent en jeu, parfois contradictoires, et délicats à appréhender. La hausse des prix immobiliers et des valeurs boursières a, sans surprise, contribué au gonflement des patrimoines privés ces dernières décennies. Tout comme la hausse des taux d'épargne dans certains pays. « La baisse du patrimoine public, elle, est surtout le fruit des politiques publiques », expliquent les économistes Lucas Chancel et Thomas Piketty, qui coordonnent le projet WID.world. La hausse des dettes publiques observée depuis les années 1980 avec le développement des marchés financiers, puis la crise de 2008, a ainsi réduit la valeur nette du patrimoine des Etats.

## Un tableau préoccupant

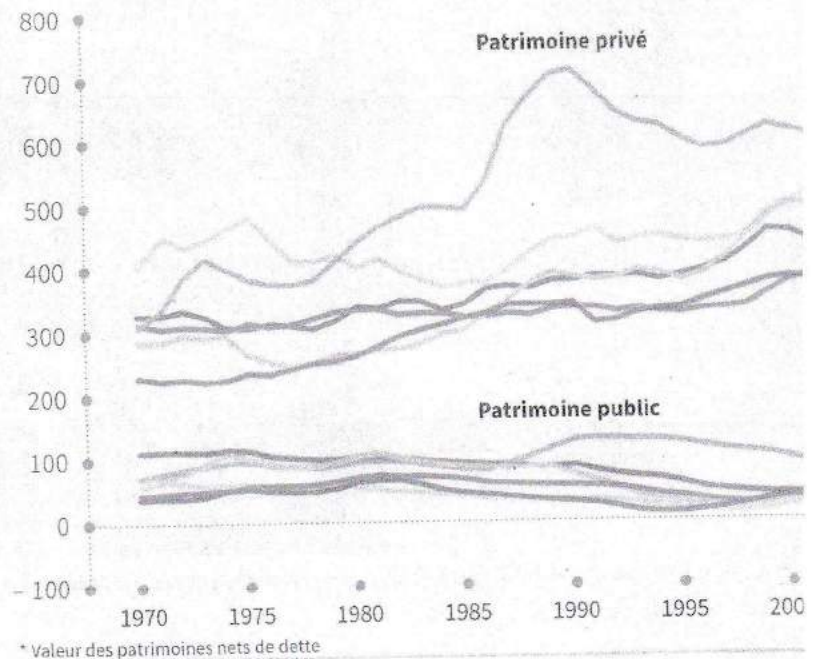
S'ajoutent à cela les vagues de privatisations. A cet égard, l'exemple russe est le plus frappant : la vente des entreprises d'Etat au privé s'est traduite par une chute de la richesse publique nette de 230 % à 90 % du revenu national entre 1990 et 2015, tandis que le capital privé a triplé sur la période, de 120 % à 370 %.

Ces évolutions ont nourri les inégalités à plus d'un titre. La hausse du patrimoine privé a surtout profité aux plus aisés, notamment aux Etats-Unis et en Russie. « De plus, la baisse du capital public limite la capacité d'action des Etats contre les inégalités », soulignent les auteurs. « Cela fragilise également la soutenabilité à long terme des dettes publiques », remarque Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Est-ce à dire que les privatisations fabriquent systématiquement de l'inégalité ? Non, bien sûr. « Aucune généralité n'est possible sur le sujet, cela le rend d'autant plus complexe, souligne

## Une forte hausse de la riche :

ÉVOLUTION DE LA VALEUR\* DU PATRIMOINE PUBLIC ET PRIVÉ, EN % D



\* Valeur des patrimoines nets de dette

**LA HAUSSE DES PRIX IMMOBILIERS ET DES VALEURS BOURSIÈRES A CONTRIBUÉ AU GONFLEMENT DES PATRIMOINES PRIVÉS CES DERNIÈRES DÉCENNIES**

Alexandre Delaigue, économiste à Lille-I. *Quand elles font éclater un monopole et baisser les prix pour les consommateurs, les privatisations peuvent même contribuer à plus d'égalité.* Celle de France Télécom, en France, s'est

ainsi suivie d'une baisse notable des tarifs téléphoniques.

Les Etats réalisent en revanche une moins bonne opération lorsqu'ils se séparent d'entreprises qui leur assurent une rente régulière, alimentant les recettes publiques. « Surtout dans les secteurs où il ne sera pas possible de faire jouer la concurrence pour faire baisser les prix », analyse François Ecalle, fondateur du site spécialiste des finances publiques Fipéco.fr. A ce titre, le bilan de la privatisation des autoroutes tricolores est discutable.

Néanmoins, le patrimoine public est loin de se limiter aux entreprises. Si, en 2015, les administrations françaises détenaient ainsi pour près de 500 milliards

d'euros tées (EE tées (SN les actif vaient- dont : d'ouvr tunnel timent Laval rie not cier. « I gouver entrete frastru rappel public au plu du pro Mais l dans c

# La France est mieux lotie que la plupart des pays

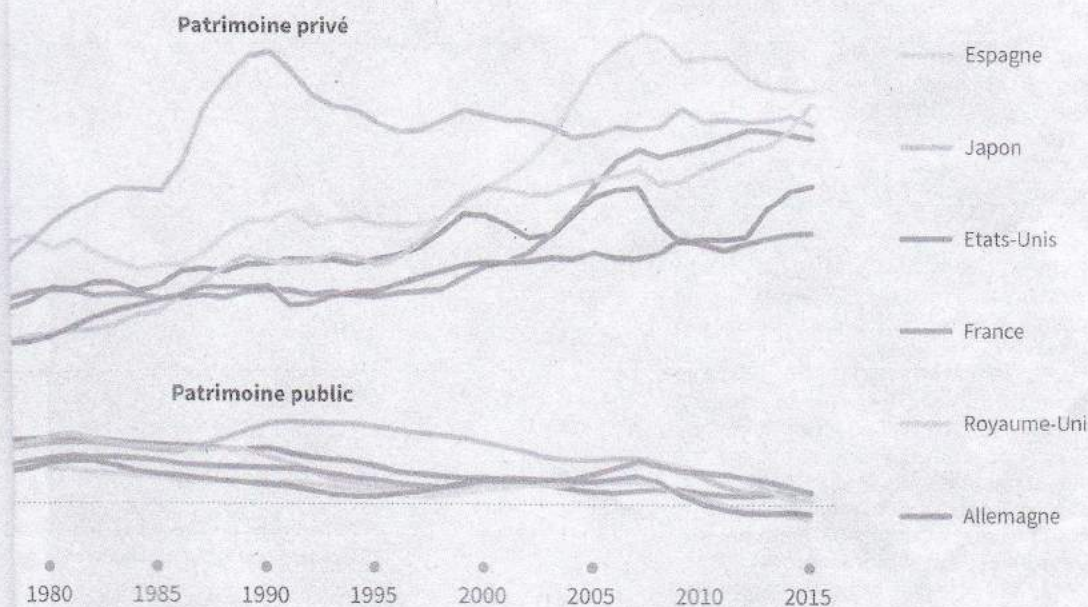
Le revenu moyen du 1% le plus riche a pourtant progressé de 98% entre 1983 et 2014, contre 31% pe

# Patrimoine public

## été transférée au privé, nourrissant les inégalités

### Une forte hausse de la richesse privée

LA VALEUR\* DU PATRIMOINE PUBLIC ET PRIVÉ, EN % DU REVENU NATIONAL, ENTRE 1970 ET 2015



SOURCE : WORLD INEQUALITY REPORT 2018

ainsi suivie d'une baisse notable des tarifs téléphoniques.

Les Etats réalisent en revanche une moins bonne opération lorsqu'ils se séparent d'entreprises qui leur assurent une rente régulière, alimentant les recettes publiques. « Surtout dans les secteurs où il ne sera pas possible de faire jouer la concurrence pour faire baisser les prix », analyse François Ecalte, fondateur du site spécialiste des finances publiques Fipéco.fr. A ce titre, le bilan de la privatisation des autoroutes tricolores est discutable.

Néanmoins, le patrimoine public est loin de se limiter aux entreprises. Si, en 2015, les administrations françaises détenaient ainsi pour près de 500 milliards

d'euros d'actions d'entreprises cotées (EDF, Areva, ADP...) ou non cotées (SNCF, la Française des jeux...), les actifs non financiers, eux, s'élevaient à 1952 milliards d'euros, dont 39 % de terrains, 31 % d'ouvrages de génie civil (ponts, tunnels, barrages...), et 17 % de bâtiments non résidentiels.

La valeur de ce patrimoine-là varie notamment avec celle du foncier. « Et elle se dégrade lorsque le gouvernement n'investit pas pour entretenir les bâtiments et les infrastructures », souligne M. Plane, rappelant que l'investissement public tricolore est aujourd'hui au plus bas depuis 1952, à 3,35 % du produit intérieur brut (PIB). Mais la France n'est pas la seule dans ce cas : pendant la crise de

2008, les Etats européens ont en premier lieu coupé dans les investissements publics afin de redresser leurs comptes...

Dans ce tableau préoccupant, un pays fait figure d'exception, souligne le rapport : la Norvège. Tandis qu'en Russie, les oligarques ont accaparé les ressources issues de l'exploitation des hydrocarbures après 1990, l'Etat nordique, lui, a créé un fonds souverain chargé de faire fructifier les revenus pétroliers. Et ce, afin d'investir et pérenniser le financement de l'Etat-providence. Il pèse 1000 milliards de dollars (850 milliards d'euros). Preuve, s'il en faut, du rôle déterminant des choix publics en la matière... ■